

Questions orales

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il y a bien des façons dont la tendance pourrait être arrêtée, comme l'adoption par la Chambre du bill C-11 bien avant la date à laquelle il l'a été pour que le ministre des Finances puisse présenter les mesures de création d'emploi que le chef de l'opposition a réclamées aujourd'hui.

M. Stevens: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre doit au moins s'y connaître assez en finance pour savoir que toutes les mesures fiscales contenues dans le bill C-11 étaient rétroactives au 31 mars de cette année. Ma question supplémentaire a trait aux circonstances de certains des renvois qu'on attribue aux changements technologiques. Harding Carpets à Guelph, par exemple, a congédié 74 employés. Le ministre nous dirait-il s'il a étudié ce genre de problème pour voir comment on pourrait mettre fin à ces mises à pied?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, le député n'a absolument pas compris le sens de ma réponse précédente. Le ministre des Finances ne pouvait pas travailler à son ministère aux nouvelles mesures et être en même temps à la Chambre pour répondre aux questions du député sur le bill C-11. Au sujet de ma connaissance des finances, je n'ai jamais encore perdu 4.5 millions de dollars dans aucune entreprise que j'ai financée. Quant à ce que fait le ministère pour créer des emplois dans le secteur manufacturier, le programme d'expansion des entreprises vise précisément à maintenir et à créer des emplois permanents dans ce secteur.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE DE PRÉSENTATION DU BILL INSTITUANT UN CRÉDIT D'IMPÔT À L'EMPLOI—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre. Puisqu'il est question de la nécessité de pallier au chômage dans notre pays, le premier ministre pourrait-il nous dire s'il a accepté la suggestion de mon chef et si nous pouvons nous attendre à ce que le bill instituant un crédit d'impôt à l'emploi soit présenté aujourd'hui ou demain? Si tel est le cas, l'opposition officielle fera certainement de son mieux pour en assurer l'adoption rapide dans la journée même s'il correspond à la description qui nous en a été donnée.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comment le chef de l'opposition ou le député peuvent-ils s'engager à faire franchir toutes les étapes à un bill qu'ils n'ont même pas vu?

M. Stevens: S'il correspond à la description qui nous en a été donnée.

M. Trudeau: Il leur a fallu 21 jours et la Chambre a dû avoir recours à la clôture pour adopter un bill fiscal qui réduisait les impôts.

[M. Stevens.]

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le premier ministre a apparemment mal compris la question posée par le député de York-Simcoe. La question était tout simplement la suivante: étant donné que le ministre des Finances a disposé d'au moins deux mois pour préparer un bill fort simple, le premier ministre est-il prêt à promettre de présenter ce bill aujourd'hui même ou demain afin qu'il puisse être adopté aussi rapidement que possible et afin que les Canadiens qui occuperont les 50,000 emplois créés par le bill n'aient pas à attendre deux mois de plus pour la simple raison que le gouvernement n'est pas capable de présenter à la Chambre des mesures législatives pourtant fort simples.

● (1442)

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, c'est un plaisir rare que d'entendre l'opposition insinuer que les projets législatifs du gouvernement sont si bons qu'elle est prête à les adopter avant même de les avoir vus. Avec ce genre de collaboration, si elle est sincère, je puis vous assurer que nous ferons d'énormes progrès quand la Chambre reprendra ses travaux après Noël. Si l'opposition veut vraiment faire preuve de bonne foi, je pourrais lui signaler que la Chambre sera saisie en première lecture aujourd'hui d'un bill qui réduirait les dépenses du gouvernement de 100 millions de dollars. S'il était adopté, nous pourrions employer ces 100 millions de dollars à créer des emplois. Si l'opposition veut montrer qu'elle est sincère et permet au bill de franchir toutes les étapes aujourd'hui, alors nous pourrions—

Des voix: Bravo!

M. Clark: Il sera intéressant de voir à quoi le premier ministre dépenserait ces 100 millions de dollars—peut-être pour un voyage à Vail, peut-être pour autre chose.

Des voix: Oh!

M. Clark: Nous ne parlons pas ici d'un semblant de bill inscrit au *Feuilleton* d'aujourd'hui. Nous parlons d'un bill qui a été promis il y a deux mois, un bill simple auquel un complément a déjà été présenté à la législature de l'Ontario; c'est le genre de bill que tout gouvernement compétent pourrait présenter. Le ministre nous a dit qu'il créerait 50,000 emplois pour les Canadiens—cela peut ne pas représenter beaucoup pour le premier ministre, mais c'est important pour un grand nombre de Canadiens qui sont sans emploi. Nous voulons une réponse toute simple: le très honorable député nous assurera-t-il que ce bill sera présenté aujourd'hui ou demain pour que, s'il correspond aux engagements qu'a pris le ministre des Finances, nous puissions l'adopter de façon à créer ces 50,000 emplois pour les Canadiens au lieu d'avoir à attendre que le premier ministre ait pris ses vacances.

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député de York-Simcoe a maintenant été répétée trois fois et c'est la deuxième fois que le député lui-même la répète.